

ments qu'au moins 30 millions de dollars ont été distribués, par virements ou en cash, à la famille et au premier cercle de Joseph Kabila, à des moments clés du programme minier sino-congolais.

Sur ce total, 9 millions ont été encaissés par des structures liées à Francis Selemani, frère adoptif de Joseph Kabila et à l'époque patron de la branche congolaise de la BGFI. Notamment une partie par la société-écran Sud Oil, déjà au cœur du système qui a permis au clan Kabila de détourner 138 millions de dollars d'argent public.

#### Une partie a transité en Belgique

Plus de 17 millions de dollars ont aussi été versés à Alain Wan et Marc Piedboeuf, le duo d'hommes d'affaires bel-

go-congolais, si proches de l'ancien président Kabila qu'ils sont soupçonnés d'agir pour son compte, comme *Le Soir* et ses partenaires l'ont documenté la semaine dernière. Une partie de ces sommes hautement suspectes a atterri en Belgique, sans alerter la banque ING.

En plus d'avoir fait transiter 65 millions de fonds occultes, CCC a été utilisée par un groupe chinois pour racheter, moyennant 40 millions de dollars, un permis minier qui n'a jamais été exploité, mais qui est situé sur une propriété personnelle de Joseph Kabila.

Notre enquête montre enfin que le clan Kabila a secrètement capté des fonds à tous les étages du projet sino-congolais. Une société gérée par des

proches du président a obtenu des parts dans le barrage qui fournit la mine en électricité, tandis que son frère Zoé Kabila est devenu actionnaire de l'autoroute qui permet d'exporter le minerai. La société concessionnaire a encaissé 306 millions de dollars de péages. Elle est aujourd'hui accusée par un rapport de l'Inspection générale des finances de la RDC d'avoir détourné une partie de l'argent.

La plupart des protagonistes de cette affaire ont refusé de répondre à nos questions, ou ont simplement démenti toute irrégularité. Quelques jours après les premières révélations de Congo Hold-up, la holding gabonaise de la BGFI a publié un communiqué dans lequel elle « désapprouve toutes [les] pratiques douteuses ayant pu être commises par le passé » au sein de sa filiale congolaise. La BGFI nous a dénié toute réponse circonstanciée.

En 2008, l'accord était vanté par le pouvoir congolais en place. Les sociétés d'Etat China Railway Group et Power Construction Corp. of China (Powerchina, Sinohydro), se sont alliées à l'entreprise d'Etat congolaise Gécamines. La Société sino-congolaise des mines (Sicomines) est née. En échange d'un formidable gisement de cuivre dans la région de Kolwezi et d'une exemption d'impôts, la Sicomines devait investir 3 milliards en infrastructures. A ce jour, la joint-venture sino-congolaise en a investi moins d'un tiers.

Tandis que les Congolais attendent encore leurs routes ou hôpitaux, notre enquête démontre comment les intérêts chinois ont fait main basse sur les richesses minières en arrosant le pouvoir de l'ancien président. Des informations déflagratoires.

**Tandis que les Congolais attendent les routes ou hôpitaux promis, notre enquête démontre comment les intérêts chinois ont fait main basse sur les richesses minières en arrosant le pouvoir de l'ancien président Kabila.**

© PHOTOMONTAGE LE SOIR / MEDIAPART - BELGA.



#### Le consortium sino-congolais Sicomines



Appartient à l'Etat

Source : The Sentry / Congo Hold-up

41,72 %



25,28 %



1 %



32 %



#### Étape 4 : masquer l'origine des fonds chinois

Reste la dernière étape du montage : la caisse noire CCC, de l'intermédiaire Du Wei, rembourse au BCPSC les millions qu'il vient de distribuer aux associés de Joseph Kabila. Comment ? En recevant via quatre sociétés-écrans des îles Vierges britanniques la somme de 18 millions de dollars entre février et juillet 2013, issus de comptes bancaires chinois et hongkongais.

Pour rembourser les 14 millions au BCPSC, Du Wei a masqué l'origine des fonds en feignant des opérations bancaires factices (retraits-dépôts des mêmes montants).

En janvier 2013, la CCC a fait, directement cette fois, un autre cadeau à la famille Kabila : un virement de 1,5 million de dollars sur le compte à la BGFI d'une société congolaise Mase Associates, dont nos documents montrent qu'elle est liée à Francis Selemani. L'argent a été retiré en liquide deux semaines plus tard.

Interrogés, Du Wei, la Sicomines, Francis Selemani, Alain Wan et Marc Piedboeuf n'ont pas répondu, tout comme le BCPSC et son patron Moïse Ekanga. Le duo Belgo-Congolais a même porté plainte à Kinshasa avant la publication de nos enquêtes, peu après réception des questions de nos partenaires.

#### Guy Loando, un ministre de Tshisekedi impliqué

L'affaire est embarrassante pour le nouveau chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, puisqu'un membre de son gouvernement a été actionnaire à 20 % de la caisse noire CCC : Guy Loando, un avocat minier devenu sénateur en 2019, puis nommé ministre de l'Aménagement du territoire en avril 2021 par le président Tshisekedi.

Loando indique qu'il a, en tant qu'avocat, « souvent servi de second actionnaire », pour des sociétés n'en ayant qu'un seul, quand c'était nécessaire pour se conformer à la loi. Il précise avoir seulement agi en tant que « conseiller juridique de la société » et qu'il n'était « pas tenu informé de ses activités commerciales », ni même « des opérations bancaires de CCC ou de toute autre transaction avec des tiers ». Guy Loando est très connecté au business sino-congolais en RDC. Son « men-

tor » et partenaire d'affaires, comme il le revendique lui-même sur le site internet de sa fondation, n'est autre que « Simon » Cong Maohuai, patron de l'Hôtel Fleuve Congo (qui sert de siège à CCC) et de la Société de gestion de péage du Congo (Sopeco) qui gère les juteux péages des autoroutes des provinces minières de l'ex-Katanga et du Kongo Central. La Sopeco a versé 2,6 millions de dollars à la CCC, la caisse noire gérée par Du Wei. Ce n'est pas un hasard. Cong Maohuai se revendique comme l'« ami » du patron de la CCC, tandis que Du Wei décrit Cong Maohuai comme son « collaborateur » dans certains de nos documents. Pendant dix ans, « Monsieur David » et « Monsieur Simon » seront les principaux intermédiaires entre les entreprises chinoises et les officiels congolais. L.CO.

## 2016 La Sicomines passe à la caisse

Après les 14 millions de dollars versés par la CCC à la famille et aux proches de Joseph Kabila en 2013, la situation s'est débloquée pour la Sicomines. Début 2014, les députés votent les exonérations d'impôts. En septembre 2015, juste avant la mise en service de la mine, Joseph Kabila se rend à Pékin pour serrer la main du président Xi Jinping.

Mais un nouveau problème survient. Pour exploiter cette mine à fond, il manque un approvisionnement suffisant en électricité. China Railway et Powerchina veulent construire, dans la localité de Busanga, un barrage doté d'une centrale hydroélectrique de 240 mégawatts. En juin 2016, China Railway et Powerchina signent avec le gouvernement congolais un accord qui scelle ce projet à 660 millions de dollars.

Coïncidence ? Pendant cette même année 2016, la Sicomines a versé 25 millions de dollars à CCC. Dans la foulée, entre juin et novembre, la caisse noire gérée par l'intermédiaire Du Wei a redistribué 13 millions de dollars à des parents et à des proches du président Kabila.

Le 13 juin 2016, une semaine après la signature du contrat du barrage, la Sicomines effectue un premier virement sur le compte de CCC de 8 millions de dollars. Le libellé mentionne des « coûts du contrat », même s'il n'existait aucun contrat entre ces deux sociétés.

#### L'étrange connexion chinoise de Semlex

La CCC transfère immédiatement 7,5 millions de dollars à Sud Oil, la société-écran gérée par Francis Selemani (frère de Joseph Kabila et patron de la BGFI RDC), déjà utilisée par la famille Kabila pour détourner 92 millions de dollars d'argent public. Le demi-million de dollars restant est viré sur des comptes au nom Du Wei à Hong Kong et à New York.

Le jour du transfert de la CCC, Sud Oil a immédiatement transféré 5,8 millions de dollars sur un compte nouvellement créé à BGFI RDC détenu par la société Kwanza Capital, la banque secrète de Kabila. Les documents Congo Hold-up indiquent que Kwanza a utilisé ces fonds originaires de la Sicomines pour rembourser un prêt bancaire de 5 millions d'euros qu'il avait reçu de BGFI RDC cinq mois plus tôt. Ces cinq millions avaient été déposés dans un compte détenu par la Société Zhengwei Technique et Coopération (SZTC), la filiale en RDC d'un mastodonte de la construction chinois. Un comptable de la SZTC a retiré ces fonds en liquide en l'espace de 10 jours, en mars 2016.

Pourquoi Kwanza a-t-elle épongé cette dette avec des fonds d'origine chinoise ? Ce n'est pas tout à fait clair. Ce qui l'est, c'est que les activités de SZTC sont indubitablement liées à celles de l'élite dirigeante de la RDC. À l'époque du transfert de plusieurs millions de dollars de Kwanza Capital, SZTC avait commencé la construction d'Hypnose,

un complexe immobilier et commercial moderne à Lubumbashi, capitale minière du pays. Joseph Kabila et Moïse Ekanga ont d'ailleurs assisté plus tard à son inauguration. Le projet était une joint-venture avec l'homme d'affaires belge Albert Karaziwan, CEO de la société de production de papiers d'identité biométriques Semlex.

Semlex et son patron font l'objet d'une enquête judiciaire en Belgique depuis début 2017 pour des soupçons de corruption privée et de blanchiment, impliquant notamment le pouvoir Kabila. Albert Karaziwan, qui est présumé innocent dans cette affaire, n'a pas répondu à nos questions sur le projet Hypnose.

#### Wan et Piedboeuf, à nouveau

Outre Albert Karaziwan, on retrouve plus directement d'autres Belges dans l'« opération Sicomines ». Par le biais d'un compte à la Banque de Chine, la Sicomines a transféré 8 millions de dollars supplémentaires à CCC en septembre 2016. Du Wei prend sa commission et reverse 4,6 millions aux hommes d'affaires belges Alain Wan et Marc Piedboeuf, dont le business est complètement intriqué avec celui de Joseph Kabila.

Le 22 septembre 2016, André Wan, le fils d'Alain, retire 1 million de dollars en liquide du compte de la CCC à la BGFI. Le 7 octobre, Marc Piedboeuf retire la même somme en cash. CCC a aussi viré 1 million à la société minière du duo Carrières du Congo, et 1,6 million à All Ocean Logistics (AOL). Cette société offshore immatriculée aux îles Féroé, laquelle finance les activités maritimes d'Egal, une société d'importation alimentaire tout aussi proche de Kabila.

#### Un barrage en cadeau

La famille Kabila semble avoir obtenu une autre récompense : des parts dans le barrage de Busanga. La société qui exploite la centrale hydroélectrique a un actionnaire à 15 % jusqu'ici inconnu, la société Congo Management, ou Coman. Ses actionnaires sont deux individus eux aussi inconnus, que nous ne sommes pas parvenus à retrouver.

Mais Coman est liée à des très proches de la famille Kabila. Son représentant au sein de la société d'exploitation du barrage n'est autre que Norbert Nkulu, avocat personnel de Joseph Kabila, qui l'a nommé juge à la cour constitutionnelle en mai 2018 pour verrouiller les élections. La directrice de Coman, Claudine Paony, a travaillé pour Moïse Ekanga au BCPSC, l'agence de suivi du programme minier sino-congolais.

Il y a d'autres indices, sonnants et rébuchants. En 2017, un individu, qui prédisait une société contrôlée par la famille Kabila, a retiré du compte de Coman la somme de 430.000 dollars en espèces, qui avaient été fournis par la CCC.

Interrogés, Norbert Nkulu et Claudine Paony n'ont pas répondu.

## ABONNÉS



A lire aussi sur notre site : « En 2017, un permis minier non-exploité mais bien vendu », le troisième volet de notre long format sur le « contrat du siècle »